

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1089^e
SÉANCE**

Lundi 5 décembre 1966,
à 15 h 20

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Point 42 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Inflation et développement économique: rapport du Secrétaire général (fin)</i>	
<i>Adoption du projet de rapport de la Commission</i>	421
<i>Point 41 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Action dans le domaine du développement industriel (suite):</i>	
<i>a) Rapport du Comité du développement industriel (fin)</i>	
<i>Adoption du projet de rapport de la Commission</i>	421
<i>Point 40 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique destinés aux pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général (fin)</i>	
<i>Adoption du projet de rapport de la Commission</i>	421
<i>Point 44 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement: rapport du Secrétaire général (fin)</i>	
<i>Adoption du projet de rapport de la Commission</i>	421
<i>Point 49 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Activités opérationnelles pour le développement (suite)</i>	
<i>a) Activités du Programme des Nations Unies pour le développement;</i>	
<i>b) Activités entreprises par le Secrétaire général</i>	422

Président: M. Moraiwid M. TELL (Jordanie).

POINT 42 DE L'ORDRE DU JOUR

Inflation et développement économique: rapport du Secrétaire général (fin)

ADOPTION DU PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION (A/C.2/L.914)

1. M. REISCH (Autriche) [Rapporteur] présente le projet de rapport de la Commission sur ce point de l'ordre du jour.

Le projet de rapport (A/C.2/L.914) est adopté.

POINT 41 DE L'ORDRE DU JOUR

Action dans le domaine du développement industriel (suite):

a) Rapport du Comité du développement industriel (fin)

ADOPTION DU PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION (A/C.2/L.915)

2. M. REISCH (Autriche) [Rapporteur] présente le projet de rapport de la Commission sur le point 41, a, de l'ordre du jour.

Le projet de rapport (A/C.2/L.915) est adopté.

POINT 40 DE L'ORDRE DU JOUR

Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique destinés aux pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général (fin)

ADOPTION DU PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION (A/C.2/L.916)

3. M. REISCH (Autriche) [Rapporteur] présente le projet de rapport de la Commission sur ce point de l'ordre du jour.

4. M. VARELA (Panama) demande que le texte du paragraphe 17 du projet de rapport soit modifié de manière à préciser que sa délégation a accepté, sur proposition du représentant du Pérou, de retirer son projet de résolution.

Il en est ainsi décidé.

Le projet de rapport (A/C.2/L.916), ainsi modifié, est adopté.

M. Tell (Jordanie) prend la présidence.

POINT 44 DE L'ORDRE DU JOUR

Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement: rapport du Secrétaire général (fin)

ADOPTION DU PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION (A/C.2/L.919)

5. M. REISCH (Autriche) [Rapporteur] présente le projet de rapport de la Commission sur le point de l'ordre du jour.

6. M. ELM (Iran) rappelle que sa délégation se proposait de présenter un projet de résolution sur cette question, mais qu'elle y a renoncé après avoir consulté un certain nombre de représentants. M. Elm se demande si cette question pourra être examinée à nouveau lors de la prochaine session.

7. Le PRESIDENT estime que la délégation iranienne pourra présenter en 1967 toute proposition nouvelle qu'elle jugerait souhaitable.

Le projet de rapport (A/C.2/L.919) est adopté.

POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités opérationnelles pour le développement (suite)
[A/6303, chap. XII, sect. I et II; E/4150, E/4219]:

- a) Activités du Programme des Nations Unies pour le développement (A/6450, A/C.2/231, A/C.2/L.917, DP/L.2 et Corr.1);
- b) Activités entreprises par le Secrétaire général (A/6446)

8. M. DIAKITE (Mali) présente le projet de résolution A/C.2/L.917. L'expérience entreprise à la suite de l'adoption de la résolution 1946 (XVIII) de l'Assemblée générale s'est révélée fructueuse, et les auteurs du projet ont décidé de demander que soit prorogée l'utilisation des fonds de l'élément assistance technique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour l'envoi de personnel d'exécution. La possibilité laissée aux gouvernements bénéficiaires de désigner les experts est une innovation heureuse qui ne peut que faciliter la collaboration entre les parties intéressées. En effet, il ne suffit pas que les experts soient simplement mis à la disposition des gouvernements; ils doivent avant tout être directement associés aux tâches d'exécution sur le terrain. L'OPEX (Programme concernant l'envoi de personnel d'exécution, de direction et d'administration) répond à cette préoccupation. Ainsi, dans le cas des programmes intéressant les communautés rurales — amélioration de la culture du riz par le repiquage —, seule la participation active des experts de la FAO a permis de vaincre la méfiance des paysans pour les techniques nouvelles et d'obtenir des résultats satisfaisants. Les experts doivent être associés par les gouvernements bénéficiaires à la formation du personnel de contrepartie. La collaboration sur le terrain entre l'expert et le spécialiste national et la confrontation de leurs expériences sont la garantie d'un enrichissement réciproque. Il est, enfin, nécessaire d'assurer une coopération plus étroite entre les organisations participantes. L'expérience entreprise mérite d'être continuée malgré de nombreuses imperfections, notamment en ce qui concerne l'application du principe d'une répartition géographique équitable. L'OPEX aurait intérêt à cet égard à faire davantage appel aux experts originaires des pays socialistes.

9. M. MAKEEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que l'augmentation des ressources et l'expansion des activités du PNUD ont fait du Programme la base pratique de toutes les activités de l'ONU dans le domaine économique. Eu égard à son importance, la délégation soviétique doute qu'il soit opportun d'examiner cette question dans le cadre du rapport du Conseil économique et social (A/6303), comme l'a proposé à la dernière séance représentant des Etats-Unis. Les rapports du Conseil d'administration du PNUD (E/4150, E/4219) et celui du Conseil économique et social montrent que les activités opérationnelles des Nations Unies ont fait l'objet de débats acharnés. La discussion a porté

essentiellement sur l'orientation future du PNUD. De nombreux pays ont noté avec inquiétude qu'en dépit de certains résultats positifs, le Programme n'a guère influencé jusqu'à présent le développement économique des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Cette situation est imputable avant tout à des insuffisances graves dans l'activité de la direction du PNUD qui n'ont pas permis au Programme de réaliser les objectifs définis par l'Assemblée générale, à savoir appuyer et compléter les efforts des pays en voie de développement en vue de résoudre les problèmes les plus importants que soulève leur développement économique, avant tout dans le domaine de la production industrielle. La direction du Programme s'en tient aux seules activités de préinvestissement; elle n'aide pas les pays en voie de développement à créer des entreprises industrielles et fait tout pour éviter les activités d'investissement qui font cependant partie du mandat confié par l'Assemblée générale au Fonds spécial. Cet état de choses est d'autant plus regrettable que le PNUD dispose, à l'heure actuelle, des ressources nécessaires et que les contributions de nombreux pays, dont l'URSS, restent inutilisées. De l'avis de la délégation soviétique, la Commission doit rappeler à la direction du PNUD la nécessité d'élargir les activités d'investissement, et elle est en droit de s'attendre à ce que le Directeur saisisse le Conseil d'administration, lors de sa troisième session, de propositions concrètes à ce sujet.

10. La deuxième question importante qui a surgi à la suite de la fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique est celle des méthodes et des principes fondamentaux des activités du PNUD. Ces principes peuvent être résumés comme suit. Le Programme doit être universel. Tous les Etats, qu'ils soient ou non Membres de l'ONU ou des institutions spécialisées, doivent y participer. L'aide fournie dans le cadre du Programme doit viser avant tout à aider les pays en voie de développement à créer une industrie nationale, à relever le niveau technique de l'agriculture et à former des cadres nationaux. L'assistance fournie ne saurait constituer un prétexte à des ingérences dans les affaires intérieures des pays bénéficiaires; elle ne doit pas être assortie de clauses politiques, militaires ou économiques. Les contributions des Etats au Programme doivent être volontaires et versées sous une forme commode. L'assistance doit être fournie à la demande des gouvernements, compte tenu des priorités définies dans les plans nationaux des pays bénéficiaires. Il y a lieu d'appuyer dans le cadre du PNUD, et conformément à leurs plans nationaux, le développement industriel des pays en voie de développement. Il importe de tenir compte du désir d'un grand nombre de ces pays de renforcer le secteur public de leur économie. Le PNUD doit entreprendre, parallèlement aux projets de préinvestissement, des activités d'investissement en nombre croissant. Le principe d'une répartition géographique équitable doit être observé strictement lors du recrutement des experts, des fonctionnaires du secrétariat du PNUD et de l'attribution des bourses d'étude. L'activité des experts, des directeurs des projets et des dirigeants du PNUD doit être soumise à un contrôle systématique, notamment de la part de l'Assemblée générale.

11. Enfin, l'aide fournie ne doit en aucun cas être utilisée dans l'intérêt des pays et des régimes qui participent directement ou indirectement à des guerres d'agression contre les peuples des pays en voie de développement luttant pour leur libération nationale. Ces principes doivent inspirer l'activité quotidienne du PNUD et les décisions de l'Assemblée générale concernant l'assistance technique et économique. Malheureusement, ils sont souvent ignorés par la direction du PNUD et par certains pays donateurs influents. D'autres défauts sérieux du Programme ressortent des rapports des équipes chargées d'évaluer l'efficacité de l'assistance technique fournie par les Nations Unies à la Tunisie, au Chili, à la Thaïlande^{1/}. Ces dernières ont constaté que l'assistance technique ne tenait pas suffisamment compte des besoins des pays en voie de développement, qu'elle était mal coordonnée avec les plans perspectifs de ces pays et dispersée entre une multitude de petits projets fréquemment imposés aux intéressés par les institutions spécialisées. Dans certains cas, l'exécution des projets progresse lentement, ces retards étant dus le plus souvent aux problèmes que soulève le recrutement des experts. Ces difficultés découlent à leur tour de la politique de la direction du Programme en matière de cadres. L'évaluation de l'efficacité de l'assistance technique doit être poursuivie par le Conseil d'administration du PNUD et le Conseil économique et social. Il est certain, à cet égard, que l'augmentation rapide des frais généraux et du personnel administratif ne peut que nuire à cette efficacité. On ne saurait non plus s'accommoder du fait que, dans les organes directeurs du PNUD, dans les services régionaux et les institutions spécialisées, les tâches pratiques soient confiées pour l'essentiel à des représentants des pays occidentaux, tandis que les pays en voie de développement et les pays socialistes sont en fait privés de la possibilité de prendre part à la formulation et à l'exécution des programmes. La discrimination à l'égard des candidats originaires de l'Union soviétique et des autres pays socialistes doit être sévèrement condamnée. Ces candidats sont souvent écartés par les fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et du PNUD sous des prétextes futiles. Ces insuffisances et ces violations des principes énoncés par l'Assemblée générale ont incité la délégation soviétique à réitérer la proposition qu'elle a formulée à la vingtième session de l'Assemblée générale^{2/} et qui tend à inclure au nombre des codirecteurs du PNUD des représentants des pays socialistes et des pays en voie de développement.

12. Le fonctionnement du programme ordinaire des Nations Unies a suscité le mécontentement de nombreuses délégations. Les ressources affectées au titre de ce programme continuent à être dispersées entre de petits projets peu efficaces tandis que l'on n'accorde pas une attention suffisante au développement industriel. Le nombre de conseillers régionaux et interrégionaux dont l'activité provoque un vif mécontentement des pays en voie de développement

ne fait que croître. Le programme ordinaire est utilisé, en fait, pour gonfler sous le manteau l'appareil du secrétariat et des commissions économiques régionales. La délégation soviétique tient à appeler l'attention de la Commission sur le fait que le Commissaire au développement industriel ne prend pas de mesures pratiques pour utiliser les contributions de l'URSS au programme ordinaire. Le programme pour 1967 ne prévoit aucune activité à laquelle participeraient les organisations soviétiques. M. Makeev appuie les propositions visant à exclure ce programme du budget ordinaire de l'ONU et à le financer au moyen de contributions volontaires en le soumettant au contrôle du Conseil d'administration du PNUD. L'assistance économique et technique de l'Organisation des Nations Unies peut constituer un important appoint de l'aide bilatérale. Les organisations soviétiques participent actuellement à l'exécution de projets d'assistance technique de l'ONU. Les pays en voie de développement ont exprimé leur satisfaction au sujet des cycles d'études tenus en URSS sur les engrais chimiques, l'industrie des métaux, l'utilisation des ressources hydrauliques, le financement des investissements, etc. En 1967 et 1968, des cycles d'études et des colloques seront consacrés à de nouvelles méthodes de prospection des minéraux, à l'exploitation et à l'enrichissement du minerai de fer, à l'augmentation de la productivité du travail dans le bâtiment, à l'urbanisme, à l'utilisation des schistes bitumineux et à l'organisation des services statistiques. L'Union soviétique est prête à accueillir plus de boursiers dans toutes les spécialités.

13. S'agissant du projet de résolution dont est saisie la Commission (A/C.2/L.917), la délégation soviétique ne s'oppose pas à ce que soit prorogée, à titre temporaire, l'autorisation d'utiliser les fonds de l'élément assistance technique du PNUD. Elle n'en estime pas moins que l'accent doit être mis au premier chef sur la formation du personnel national et non sur l'utilisation des spécialistes étrangers. En terminant, le représentant de l'Union soviétique exprime l'espoir que l'Assemblée générale pourra conclure en 1968 que le programme en question est devenu inutile.

14. M. Donald MACDONALD (Canada) exprime les remerciements de sa délégation au Directeur et au Codirecteur du PNUD, ainsi qu'à leurs collaborateurs. La délégation canadienne est heureuse de constater les progrès accomplis depuis la fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique ainsi que les mesures envisagées par la direction du PNUD pour tirer tout le profit possible de cette fusion en vue d'améliorer l'élaboration des projets, leur exécution et les résultats qui en découlent.

15. Une direction efficace est essentielle à l'échelon local comme à celui du Siège, et M. Macdonald est heureux de voir renforcer le rôle coordonnateur des représentants résidents, sous l'autorité desquels seront désormais placés les représentants locaux de la FAO.

16. La délégation canadienne souhaite vivement que l'objectif de 200 millions de dollars fixé pour le montant global des contributions en 1967 soit atteint. Elle estime, en ce qui la concerne, avoir fait de son mieux, puisque, en fonction du critère mentionné

^{1/} Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 15 de l'ordre du jour, documents E/4151/Add.1 à 3.

^{2/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Annexes, point 51 de l'ordre du jour, document A/6111, par. 10.

dans sa déclaration par le Directeur du PNUD (1088ème séance), la contribution du Gouvernement canadien au cours des deux dernières années et pour l'année en cours atteint presque le double de sa quote-part au budget ordinaire de l'ONU; elle espère que d'autres pays, et notamment certains pays développés dont la population et le produit national brut excèdent ceux du Canada, pourront, en augmentant le montant de leur contribution par rapport à celui de leur quote-part, contribuer à fournir les 30 millions de dollars qui manquent.

17. La délégation canadienne partage le désir exprimé par le Directeur du PNUD et par le Secrétaire général de voir s'intensifier les activités de préinvestissement, qui constituent la base même de la croissance économique des pays en voie de développement. Ces études, qui peuvent épargner le gaspillage de capitaux dans des entreprises non rentables, sont particulièrement indispensables au moment où les pays en voie de développement souffrent d'une pénurie de capitaux d'investissement. C'est la raison pour laquelle la délégation canadienne souligne combien il est nécessaire d'appuyer les activités du PNUD.

18. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) se joint aux remerciements adressés au Directeur du PNUD et au Commissaire à la coopération technique pour les déclarations qu'ils ont faites à la séance précédente. Les statistiques qu'a citées le premier au sujet des investissements qui suivent les études effectuées par le PNUD sont extrêmement encourageantes. En outre, la délégation du Royaume-Uni a appris avec satisfaction l'accord récemment conclu entre la FAO et le PNUD, en vertu duquel les représentants locaux de la FAO seront placés sous l'autorité des représentants résidents; elle espère que d'autres institutions suivront bientôt cet exemple.

19. La délégation du Royaume-Uni appuie sans réserve les propositions relatives à l'envoi de personnel d'exécution contenues dans le projet de résolution A/C.2/L.917. Elle ne saurait nullement s'associer aux critiques formulées par le représentant de l'URSS à l'égard de la direction du PNUD, et tient à renouveler à celle-ci l'expression de sa confiance.

20. Enfin, sir Edward Warner annonce que son gouvernement maintiendra sa contribution au PNUD pour 1967 au même niveau que pour l'année 1966, à savoir l'équivalent de 11,75 millions de dollars, dont 4,75 millions pour l'élément assistance technique et 7 millions pour l'élément Fonds spécial.

21. M. PIÑERA (Chili) tient à exprimer la satisfaction de sa délégation pour l'œuvre accomplie par le Directeur du PNUD et ses collaborateurs ainsi qu'à l'égard des progrès réalisés depuis la fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique, progrès qui ouvrent la voie vers des perspectives nouvelles.

22. M. Hoffman a formulé à la séance précédente des observations particulièrement encourageantes. Tout d'abord, un nombre croissant de pays en voie de développement s'attaquent avec réalisme à la planification de leur développement. En second lieu, et surtout, le monde possède d'énormes ressources humaines et naturelles, et la pauvreté des pays en

voie de développement n'est due qu'à l'utilisation insuffisante de ces ressources. C'est donc à leur exploitation qu'il faut s'attacher avant tout et non pas, comme certains le croient, à freiner l'accroissement de la population mondiale. Puisque, comme l'a dit M. Hoffman, certains pays en voie de développement ont pu dépasser assez largement le taux de croissance économique de 5 p. 100 par an, d'autres pourront le faire si leurs ressources sont exploitées comme il convient.

23. La délégation chilienne estime qu'il conviendrait d'envisager la possibilité d'élargir la composition du Conseil d'administration, de manière à assurer une représentation plus équitable des pays en voie de développement dans l'élaboration du programme. Elle estime également que l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) devra, comme la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (UNCTAD), prendre une part importante à cette élaboration.

24. En terminant, M. Piñera tient à féliciter la Direction du PNUD de l'œuvre utile qu'elle accomplit malgré l'insuffisance de ses ressources et à exprimer, comme le Directeur du PNUD, l'espoir qu'au moment où le produit national brut des pays industrialisés s'élève à 1 480 milliards de dollars par an ces pays feront l'effort nécessaire pour lui permettre d'accomplir une tâche encore plus fructueuse.

25. Selon M. AKSIN (Turquie), l'objectif principal des Nations Unies — qui est d'assurer la paix du monde — ne se réalisera que dans la mesure où l'Organisation réussira à créer un monde meilleur, et le Programme des Nations Unies pour le développement joue à cet égard un rôle considérable. Depuis leur création, grâce en partie au dynamisme de leur administration, tant au Siège que sur le terrain, le Fonds spécial et le Programme d'assistance technique ont réussi à acheminer, des pays riches vers les pays en voie de développement, un courant important de fonds destinés au préinvestissement et à l'assistance technique. La fusion des deux programmes a déjà permis, en un an, d'accomplir de grands progrès vers la rationalisation de leurs opérations, et, par conséquent, l'accroissement de leur efficacité.

26. La Turquie, qui est membre du Conseil d'administration du PNUD, se réserve de présenter des observations détaillées lors de la troisième session de cet organe et tient seulement à exprimer sa satisfaction à l'égard de l'administration et des opérations du programme, satisfaction dont elle a témoigné en annonçant, pour l'exercice 1967, une contribution de 603 000 dollars, qui se range, proportionnellement, parmi les contributions les plus élevées annoncées par les pays en voie de développement. Elle espère que le montant global des contributions pour 1967 atteindra l'objectif de 200 millions de dollars afin qu'il ne soit pas nécessaire de limiter les opérations du PNUD.

27. La délégation turque appuiera le projet de résolution relatif à l'utilisation des fonds de l'élément assistance technique pour l'envoi de personnel d'exécution (A/C.2/L.917).

28. M. M'BAYE (Guinée) renouvelle les remerciements de son gouvernement au Directeur et au Codirecteur du PNUD, ainsi qu'au Commissaire à la coopération technique. Il appuiera le projet de résolution relatif à l'envoi de personnel d'exécution, car son pays a eu l'occasion d'apprécier la qualité des services de ce personnel, qui s'est montré capable de se dégager de toute considération d'allégerance nationale pour se conformer aux options politiques adoptées par le pays bénéficiaire en vue de son développement économique. Il espère que le projet de résolution, dont les dispositions peuvent être très utiles aux pays en voie de développement, sera adopté à l'unanimité.

29. M. VARELA (Panama), qui a déjà souligné, tant au Conseil économique et social qu'à la Deuxième Commission à propos de la question de la création d'un fonds d'équipement, l'importance qu'il attache aux activités du PNUD, tient seulement à relever une suggestion formulée à la séance précédente par le représentant de la France. Selon cette suggestion, les dépenses effectuées par l'élément Fonds spécial du PNUD pour les études de préinvestissement lui seraient remboursées par les institutions qui fourniraient aux pays intéressés les investissements auxquels auraient abouti ces études. Cette suggestion favoriserait certainement les intérêts financiers du PNUD, mais elle irait à l'encontre de ceux des pays en voie de développement. Il ne faut pas oublier, en effet, que les études de préinvestissement aboutissent essentiellement à des investissements du secteur public destinés à l'infrastructure. Si les gouvernements des pays en voie de développement devaient ajouter au montant de ces investissements le coût des études de préinvestissement du PNUD, le volume de l'aide internationale s'en trouverait singulièrement réduit, d'autant plus que, comme l'a lui-même reconnu le Directeur du PNUD dans un article récemment paru, les pays en voie de développement ont jusqu'ici assumé la plus grande partie du coût du programme: 604 projets de grande envergure approuvés de 1959 à 1966, pour un montant total de 1 400 millions de dollars, ont été financés à raison de 823 millions de dollars, soit 59 p. 100 du total, par les contributions des pays en voie de développement. Si la suggestion de la France était adoptée, il est probable que les institutions internationales de financement imputeraient aux pays bénéficiaires des investissements le coût des remboursements à effectuer au PNUD, ce qui reviendrait pour ainsi dire à leur faire assumer le coût total de l'assistance.

30. En terminant, M. Varela indique qu'il votera en faveur du projet de résolution dont la Commission est saisie (A/C.2/L.917) pour témoigner de la confiance que son gouvernement accorde à l'administration du PNUD.

31. M. NEAL (Libéria) est particulièrement satisfait des progrès déjà accomplis depuis la fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique vers les trois objectifs principaux du PNUD, à savoir l'harmonisation des concepts au sein de son Bureau consultatif interorganisations, la fusion complète des services des deux éléments du programme et l'intensification du rôle du Conseil d'administration dans la direction des activités du PNUD.

32. Les chiffres cités à la séance précédente par le Directeur du PNUD et le Commissaire à la coopération technique témoignent de l'importance de l'aide multilatérale dont bénéficie le tiers monde, grâce aux activités de préinvestissement du PNUD. La délégation libérienne souhaite donc ardemment que l'objectif fixé pour le montant global des contributions de l'exercice 1967 soit atteint, afin que le PNUD puisse exécuter son programme.

33. Elie appuiera le projet de résolution relatif à l'envoi de personnel d'exécution (A/C.2/L.917).

34. M. KADRY (Irak) ne doute pas que le succès des activités d'assistance technique et de préinvestissement ne soit dû en grande partie à l'administration experte du Directeur et du Codirecteur du PNUD et de leurs collaborateurs, ainsi qu'au Commissaire à la coopération technique. Il voit avec satisfaction le Conseil d'administration du PNUD s'attacher tout particulièrement aux mesures qui permettront de rationaliser et de coordonner mieux encore les activités de l'ONU et des institutions spécialisées et il est heureux, à cet égard, de la proposition tendant à ce que le Secrétaire général de l'UNCTAD et le Directeur exécutif de l'ONUDI fassent partie du Bureau consultatif interorganisations du PNUD.

35. La délégation irakienne, qui a pour sa part augmenté sa contribution d'environ 30 p. 100 en 1967, regrette vivement que l'objectif de 200 millions de dollars n'ait pu être atteint, et elle espère que l'appel lancé pour recueillir les 30 millions de dollars qui manquent sera entendu. Tout en partageant l'enthousiasme du Directeur du PNUD à l'égard du rôle que cet organisme peut jouer dans la réalisation des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement, M. Kadry s'inquiète de l'insuffisance du courant d'assistance multilatérale et de capitaux destinés aux pays en voie de développement.

36. Sur le plan des observations particulières, la délégation irakienne estime qu'il faudrait envisager l'adoption de critères plus larges pour la distribution de l'assistance fournie au titre de l'assistance technique. D'autre part, elle estime qu'en renforçant l'autorité des représentants résidents, il conviendrait de les autoriser à utiliser, à la demande du gouvernement intéressé, les fonds demeurés inutilisés en raison des délais nécessaires au recrutement des experts. Le renforcement de l'autorité des représentants résidents est également le meilleur moyen d'assurer l'intégration à l'échelon local des programmes de l'ONU et des institutions spécialisées.

37. En ce qui concerne l'évaluation des programmes, la délégation irakienne a pris connaissance avec beaucoup d'intérêt des rapports des équipes d'évaluation envoyées dans trois pays différents^{3/}, et elle étudiera attentivement le rapport que le Secrétaire général doit fournir sur les nouvelles mesures à prendre en la matière, conformément à la résolution 1151 (XLI) du Conseil. Elle appuiera le projet de résolution relatif à l'envoi de personnel d'exécution.

38. M. KAUL (Inde) s'associe aux remerciements que d'autres délégations ont adressés au Directeur

^{3/} Voir note 1.

et au Codirecteur du PNUD, ainsi qu'au Commissaire à la coopération technique.

39. Le Gouvernement indien a témoigné de son appui aux activités du PNUD en maintenant sa contribution pour 1967 à 3 millions de dollars, ce qui, en raison de la dévaluation de la roupie, représente une augmentation de 57,5 p. 100 par rapport à la contribution de l'année précédente. La délégation indienne partage l'inquiétude exprimée par le Directeur du PNUD à l'égard du montant total des contributions pour 1967, et elle se joint à l'appel lancé par celui-ci pour que tous les Etats qui sont en mesure de le faire augmentent le montant de leur contribution afin que l'objectif de 200 millions de dollars soit atteint et que le PNUD puisse poursuivre ses activités très utiles en matière de préinvestissement.

40. Les progrès accomplis en un an sur la voie d'une efficacité plus grande grâce à la fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique sont encourageants. Il faut espérer que l'élaboration du programme pour les années à venir tiendra compte de l'importance qu'il faut accorder à l'industrialisation des pays en voie de développement qui, comme on s'accorde à le reconnaître maintenant, influence largement dans beaucoup de cas les progrès de l'agriculture.

41. M. Kaul rappelle qu'à sa quatrième session le Conseil du commerce et du développement, dans sa résolution 31 (IV), a recommandé que le PNUD fasse appel aux services de l'UNCTAD pour l'exécution de ses projets intéressant la promotion des exportations, les études de marché, le tourisme, etc.; il espère que les activités du PNUD à cet égard s'intensifieront dans l'avenir et seront étroitement coordonnées avec celles de l'UNCTAD, du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) et de l'ONUDI.

42. M. WOULBROUN (Belgique) estime que les progrès à accomplir dans la mise au service du développement des immenses ressources humaines et matérielles dont a parlé le Directeur du PNUD doivent être d'ordre non seulement quantitatif, mais aussi qualitatif. Bien que les programmes ne puissent être entrepris qu'à la demande des gouvernements intéressés, le Conseil d'administration pourrait envisager de fixer un certain nombre de critères qui, à titre purement indicatif, aideraient les gouvernements dans le choix des projets; ces critères pourraient mettre l'accent sur la possibilité, pour les pays intéressés, de présenter des demandes visant à l'exécution, dans certaines disciplines déterminées, de projets régionaux. Une évaluation des projets achevés peut également permettre des améliorations d'ordre qualitatif.

43. Le PNUD devrait faire tous ses efforts pour accélérer le processus d'examen des demandes et d'exécution des projets, et la procédure de recrutement devrait être améliorée, peut-être par l'utilisation de services contractuels.

44. Il conviendrait également que le Conseil d'administration du PNUD examine les mérites respectifs des projets intéressant la formation, l'aide aux écoles techniques et instituts de planification, d'une part, et les études relatives aux ressources naturelles,

aux transports, à l'énergie, d'autre part, de manière à aider les gouvernements à présenter des demandes équilibrées dans ces divers domaines. Par ailleurs, la délégation belge se félicite du renforcement du rôle des représentants résidents et de la collaboration accrue qui s'instaure sur le terrain entre les institutions participantes.

45. Le représentant de l'Italie a judicieusement attiré l'attention de la Commission sur le rôle du Conseil d'administration du PNUD concernant les activités des institutions participantes; bien que celles-ci soient subordonnées à leurs propres organes législatifs, il est souhaitable qu'en tant qu'agents d'exécution du PNUD elles tiennent compte des recommandations de son conseil d'administration.

46. Toutes ces questions devront, dans l'avenir, être successivement examinées par le Conseil d'administration, mais il n'en reste pas moins que le PNUD, bien qu'étant susceptible d'amélioration, représente un effort sans précédent en faveur du développement économique.

47. Selon M. POLIT (Equateur), les premiers rapports dont est saisie la Commission depuis la fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique contiennent des éléments encourageants et d'autres qui le sont moins. Parmi les éléments encourageants se rangent les observations formulées par le Directeur du PNUD sur l'utilisation croissante, par les pays en voie de développement, de l'assistance technique fournie par l'Organisation des Nations Unies, ainsi que l'amélioration du niveau technique du Bureau consultatif interorganisations, dont les membres doivent, en effet, être dotés d'une grande expérience pour être utiles à l'administration du Programme. En revanche, il est infiniment regrettable qu'alors que les pays en voie de développement ont plus que jamais besoin d'aide, l'objectif fixé pour le montant total des contributions de 1967 n'ait pas pu être atteint. Au moment où le monde industrialisé, reconstruit après la guerre grâce à la générosité du Gouvernement des Etats-Unis, jouit d'une prospérité sans précédent, il est indispensible d'accroître le courant de l'assistance destinée aux pays en voie de développement, et c'est pourquoi ceux-ci s'intéressent tout particulièrement à l'œuvre accomplie par l'administration du PNUD.

48. La délégation équatorienne est extrêmement satisfaite des progrès accomplis depuis un an, et elle ne doute pas que la direction du PNUD continuera d'accroître l'efficacité de ce programme. Elle espère également qu'une amélioration du climat international permettra aux pays en voie de développement de mieux mettre à profit les sources considérables de connaissances techniques que peuvent offrir les pays socialistes.

49. L'Equateur a eu l'occasion de bénéficier des services du personnel d'exécution envoyé par les organisations participantes au titre du Programme élargi d'assistance technique, et c'est pourquoi il figure parmi les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.917, que M. Polit espère voir adopter à l'unanimité.

50. M. AHMED (Pakistan) voit avec satisfaction le PNUD devenir toujours plus actif sous l'expertise

direction de M. Hoffman et de M. Owen et il exprime l'espoir qu'il pourra étendre son rôle grâce à des contributions accrues. La multiplication des activités de préinvestissement permet aux pays en voie de développement d'intensifier leur progrès industriel. Le Pakistan, pour sa part, a augmenté ses contributions, qui s'établissent pour l'année 1967 à 500 000 dollars pour l'élément Fonds spécial et 250 000 dollars pour l'élément assistance technique.

51. Le représentant du Pakistan regrette cependant que, parfois, les experts désignés pour des projets ne soient pas disponibles au moment où le gouvernement bénéficiaire donne son accord. Parfois aussi, on n'obtient pas les services attendus. Il en résulte des retards dans l'exécution des projets. Il faut que les candidats désignés puissent être immédiatement disponibles, sans quoi toute l'assistance sera futile. D'autre part, les institutions spécialisées, agents d'exécution, n'offrent souvent pas de choix aux gouvernements bénéficiaires en ne désignant qu'un seul candidat par poste. Le représentant du Pakistan souligne que ce ne sont là que de simples observations, non des critiques, et déclare que son pays est très heureux des travaux exécutés par le PNUD au Pakistan.

52. M. NATORF (Pologne) dit que son pays apprécie hautement les activités du PNUD, qui a su s'adapter par une évolution constante aux modifications des conditions économiques et aux besoins des pays en voie de développement. C'est dans ce sens que la Pologne participe au Conseil d'administration et collabore avec le PNUD. Cependant, M. Natorf s'inquiète des tentatives de certaines délégations tendant à établir des critères rigides dans les divers domaines d'action du Programme. Certes, il est indispensable que les activités soient fondées sur certains critères en matière de répartition des ressources, d'adoption des projets et de finances, notamment. Mais ces critères doivent être très souples si l'on veut obtenir des résultats utiles. Le Conseil d'administration a d'ailleurs agi de la sorte jusqu'à présent, et, dans le cadre de la libéralisation des activités mentionnée par M. Hoffman, le Conseil d'administration a déjà approuvé certains projets pilotes et travaux de démonstration. Cette évolution est très utile aux pays en voie de développement bénéficiaires de l'aide. M. Natorf a été heureux de constater qu'en 1966, pour la première fois, les dépenses ont dépassé les recettes comme résultat de la décision, prise il y a quelques années par le Conseil d'administration du Fonds spécial, de s'écarter des critères financiers initiaux qui étaient par trop rigides.

53. Le représentant de la Pologne voit dans le caractère presque universel de l'appui financier qui lui est accordé une autre caractéristique excellente du PNUD, qu'il faut étendre aux offres d'assistance. Le PNUD a aussi un caractère unique de programme de coopération technique, auquel les pays participent tant comme donateurs que comme bénéficiaires, unis dans un effort commun pour accélérer le développement économique du monde. Mais il faudrait qu'à l'avenir il y ait un rapport plus étroit entre les projets du PNUD et les plans de développement économique des pays bénéficiaires.

54. M. Natorf voit dans la décision de subordonner administrativement les représentants locaux de la FAO

aux représentants résidents du PNUD une décision dans le bon sens en ce qui concerne la définition du rôle des institutions spécialisées dans le domaine de l'assistance technique. Il est heureux aussi que le Directeur du PNUD ait déclaré qu'il était nécessaire de maintenir à un niveau minimum le budget des dépenses d'administration; il espère que cette décision se traduira dans les faits et que les dépenses d'administration représenteront le même pourcentage que dans les autres institutions internationales.

55. La Pologne continuera à examiner les problèmes que posent les activités du PNUD sous l'angle d'une critique constructive, comme le désire le Directeur du Programme.

56. M. KOTCHOUBEI (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que la fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique devrait accroître l'efficacité des deux éléments unis dans le cadre du PNUD, aux activités duquel la délégation ukrainienne attache une grande importance. L'assistance technique des Nations Unies doit contribuer à la croissance économique des pays en voie de développement dans les secteurs les plus importants, et notamment dans celui de l'industrialisation, comme l'ont indiqué dans nombre de décisions et de recommandations l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et l'UNCTAD. Malheureusement, cette orientation ne se reflète pas dans les actes de l'administration du Programme, qui continue à suivre la ligne du Fonds spécial et à se consacrer surtout au préinvestissement, en négligeant l'investissement. Après la fusion, le PNUD disposait de ressources annuelles s'élevant à 158 millions de dollars, qui pouvaient être utilisées à des investissements dans certains projets industriels. L'élément Fonds spécial possède des ressources inutilisées provenant de contributions antérieures, qui s'élevaient, au 1er janvier 1966, à 170 millions de dollars. La délégation ukrainienne pense qu'il est possible au PNUD d'entreprendre des projets d'investissement, parallèlement à ses activités de préinvestissement.

57. Il n'est pas exact que l'on manque de ressources pour entreprendre des projets d'investissement, car les contributions de nombreux pays sont utilisées peu rationnellement: ainsi, celle de l'Ukraine, inutilisée depuis près de six ans, devrait servir à aider la croissance économique des pays en voie de développement, d'autant plus que l'Ukraine est un des pays les plus développés dans tous les domaines et peut fournir une aide dans les domaines les plus divers.

58. Le représentant de l'Ukraine relève dans le rapport sur la deuxième session du Conseil d'administration (E/4219) que de nouvelles initiatives ont été prises pour établir une collaboration avec les investisseurs potentiels dès la période de préinvestissement, et que l'on s'efforce d'établir un lien de plus en plus étroit entre la période de préinvestissement et d'investissement proprement dit. A cet égard, il faut insister sur le remboursement par les investisseurs étrangers des dépenses effectuées par le PNUD pour les travaux de préinvestissement, chose considérée normale dans tous les pays. Mais l'administration du PNUD a fait l'impossible pour que ces

travaux bénéficient avant tout aux monopoles étrangers. Il faut obliger les investisseurs privés à rembourser les dépenses de préinvestissement et d'infrastructure faites dans leur intérêt.

59. Le Directeur du PNUD ayant donné, dans son intervention, une grande importance aux questions agricoles, le représentant de l'Ukraine voudrait connaître la réaction de l'administration du PNUD devant certaines réformes agraires progressistes effectuées dans des pays en voie de développement.

60. En ce qui concerne le principe de l'universalité, il est illogique de demander, d'une part, un accroissement des ressources pour financer l'assistance technique, alors que, d'autre part, on écarte la collaboration de certains pays simplement pour tenir compte des considérations politiques de certaines puissances. D'autre part, la délégation ukrainienne ne peut pas accepter que l'ONU participe à une assistance technique en matière administrative.

61. Le principe d'une répartition géographique équitable doit s'appliquer également au PNUD, notamment dans la répartition des bourses et le choix des experts envoyés dans les pays en voie de développement. Il y a encore beaucoup de défauts à cet égard dans le domaine de l'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies.

62. La délégation ukrainienne insiste aussi pour que l'on donne une importance plus grande au développement du secteur public dans les pays en voie de développement.

63. M. Kotchoubel' regrette que le Commissaire à la coopération technique n'ait rien dit des intentions de l'administration en ce qui concerne l'utilisation des contributions de certains Etats Membres au bénéfice des pays en voie de développement. Ainsi, en 1965, dans le cadre du programme ordinaire d'assistance technique, un cours pour métallurgistes a été organisé à Zaporozhye, en Ukraine, où 25 boursiers ont étudié pendant six mois. En 1966, 39 boursiers ont participé à des cours analogues en Ukraine pendant six mois également. L'administration de l'assistance technique n'a pas saisi cette occasion pour utiliser les contributions en monnaie nationale faites par l'Ukraine. M. Kotchoubel' s'en étonne et voudrait avoir des explications à ce sujet.

64. M. ARNAUTU (Roumanie) constate que les problèmes du développement et de la coopération technique sont devenus l'un des principaux sujets de discussions dans les réunions internationales, et il souligne l'importance des activités accomplies sous les auspices du PNUD pour une meilleure compréhension et une plus grande coopération entre Etats.

65. Pays en plein développement, la Roumanie est heureuse d'avoir contribué à une circulation plus intense des valeurs matérielles et spirituelles en augmentant constamment, au cours de ces trois dernières années, sa contribution volontaire au PNUD et en intensifiant son assistance à d'autres pays dans la limite de ses moyens. Elle a aussi bénéficié des activités du PNUD. Elle est satisfaite du caractère positif des activités de cet organisme et d'autres programmes de coopération technique de l'ONU, ainsi que de la remarquable contribution du Directeur du

PNUD. Des cours de spécialisation de plusieurs mois à l'intention de techniciens de l'industrie pétrolière ont lieu chaque année en Roumanie, où des boursiers suivent des cours dans divers domaines, organisés en collaboration avec les institutions spécialisées. La Roumanie serait heureuse d'accueillir en 1968 le colloque sur l'urbanisme que le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification se propose de réunir. Elle remercie tous ceux qui ont permis à certains spécialistes roumains d'améliorer leurs connaissances techniques en leur offrant des bourses.

66. La Roumanie considère comme une évolution positive la tendance à élaborer et financer des projets pilotes destinés à ouvrir au développement certaines régions et certains secteurs économiques importants des pays bénéficiaires, ainsi que les efforts déployés pour les aider à former leurs propres spécialistes et à appliquer les conquêtes de la science et de la technique modernes. L'une des tâches importantes incombant au PNUD est de stimuler l'industrialisation, et la coopération entre le PNUD et l'ONUDI sera certainement fructueuse. Quant à l'élément assistance technique du PNUD, il joue un rôle important de catalyseur du développement en diffusant les progrès de la technique et de la science.

67. Mais le PNUD doit accorder plus d'attention à la formation de personnel technique national, sans lequel un véritable développement économique n'est pas possible. Malheureusement, comparées à l'envoi d'experts, les bourses de formation ne constituent encore qu'une fraction peu importante des programmes de coopération technique et leur nombre ne cesse de diminuer. Il faut augmenter le pourcentage de 15 p. 100 fixé il y a longtemps pour les fonds destinés à la formation de personnel technique national, et réexaminer la structure actuelle du programme ordinaire d'assistance technique en lui donnant plus de souplesse en matière d'utilisation des ressources financières. Près de la moitié de celles-ci sont consacrées aux conseillers régionaux, qui ne sont pas en mesure de compenser l'absence de personnel national qualifié. Peut-être serait-il préférable d'utiliser ces fonds à la création, sous les auspices du PNUD, d'instituts de formation de personnel pour certains secteurs vitaux de l'économie des pays en voie de développement.

68. Il faut aussi augmenter le nombre de pays bénéficiant de la diffusion de l'expérience technique et des connaissances scientifiques, chaque pays pouvant tout à la fois contribuer à ce processus et en bénéficier. Alors que les problèmes du développement ont pris des proportions considérables, 80 p. 100 des ressources naturelles et 90 p. 100 des ressources humaines disponibles dans les deux tiers du monde sont encore inutilisés. C'est pourquoi le PNUD devrait encourager les pays en voie de développement à coopérer beaucoup plus entre eux, ce qui contribuerait à réduire l'écart actuel entre pays fortement industrialisés et pays en cours d'industrialisation. Ce pourrait être là une phase nouvelle et importante dans l'activité du PNUD et un champ prometteur de coopération internationale.

69. Tout en exprimant sa satisfaction des activités du PNUD, la délégation roumaine pense que, depuis

longtemps déjà, il aurait dû engager des opérations d'investissement qui répondent aux besoins des pays en voie de développement, et appliquer progressivement certaines recommandations de l'UNCTAD et de l'Assemblée générale.

70. M. Arnautu est convaincu que les activités du PNUD porteront toujours plus de fruits et que l'on reconnaîtra unanimement leur rôle dans la construction de la paix.

71. M. REYES (Philippines) s'associe aux représentants qui ont rendu hommage aux Directeur et Codirecteur du PNUD et au Commissaire à la coopération technique, et a écouté avec le plus grand intérêt les exposés qu'ils ont faits à la séance précédente. Bien que ne fournissant qu'une contribution modeste, les Philippines se trouvent parmi les bénéficiaires des activités du PNUD, et le Gouvernement et le peuple philippins sont reconnaissants de cette aide apportée à leur programme de développement. M. Reyes regrette que la Commission examine les activités du PNUD à un stade aussi avancé de ses travaux, ce qui ne permet pas de consacrer beaucoup de temps à la discussion de cette question. Il aurait été utile de discuter, notamment, les progrès considérables déjà accomplis en matière de planification réaliste du développement par les gouvernements, la coordination interinstitutions, la coopération régionale, l'examen intégré des aspects économiques et sociaux du développement, l'assistance aux projets de préinvestissement indispensables, le rôle déterminant de la formation de main-d'œuvre nationale dans le processus de développement et le perfectionnement continu des méthodes d'assistance technique. Si les progrès sont encourageants, il faut songer qu'il ne s'agit là que du perfectionnement de moyens utilisés pour atteindre l'objectif ultime de la Décennie des Nations Unies pour le développement: accélérer le développement économique des pays du tiers monde à un taux et à une échelle suffisants pour diminuer la bipolarisation économique croissante du monde.

72. Il ressort des déclarations de M. Hoffman et de M. Hoo que, les instruments et les méthodes de l'assistance technique ayant été perfectionnés, les gouvernements des pays en voie de développement sont maintenant prêts pour un pas décisif en avant. C'est

à l'Organisation des Nations Unies et aux pays développés de reconnaître qu'il existe des possibilités exceptionnelles pour cela; il s'agit seulement de prendre la décision politique nécessaire et d'adopter les mesures utiles pour réaliser les objectifs de la Décennie du développement, en fournissant les ressources supplémentaires qui font défaut. Le dilemme et l'ironie du drame du développement économique, tant en matière de préinvestissement que d'investissement proprement dit, c'est que, comme l'a dit M. Hoffman, "il serait possible de faire tant avec si peu". Il faut que les gouvernements et les institutions qui participent au PNUD, ainsi que tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, s'inspirent de cette pensée.

73. Le PRESIDENT, répondant à l'observation du représentant des Philippines, rappelle que c'est à la suite de consultations qu'il avait été décidé de discuter à ce stade de la question des activités du PNUD. Le fait que la session tire à sa fin ne doit pas empêcher les représentants de présenter leurs observations.

74. M. DIAKITE (Mali), coauteur du projet de résolution A/C.2/L.917, voudrait que les textes anglais et français soient les textes originaux du projet de résolution, et propose de modifier le texte français du dispositif en remplaçant les mots "d'autoriser provisoirement l'utilisation prolongée" par les mots "de prolonger, à titre temporaire, l'autorisation d'utiliser".

75. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution concernant l'envoi de personnel d'exécution au titre de l'élément assistance technique du Programme des Nations Unies pour le développement (A/C.2/L.917).

Le projet de résolution est adopté sans opposition.

76. Le PRESIDENT propose à la Commission de prendre acte des notes du Secrétaire général sur les activités du Programme des Nations Unies pour le développement (A/6450) et sur les activités entreprises par le Secrétaire général (A/6446).

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 18 h 25.